

## ► Réactions



► **Matthieu**  
17 ans, lycéen (Levasseur).

C'est assez exceptionnel d'avoir des professeurs en grève à Levasseur. Je ne me sens pas directement concerné, mais certains cours sont supprimés. Quant à la raison de leur manifestation, je crois que c'est pour refuser le non-renouvellement des emplois, mais je n'en sais pas plus.



► **Audrey**  
26 ans, étudiante  
éducatrice jeunes enfants.

Je suis venue pour contester le décret de Xavier Bertrand, pour la rémunération des stagiaires au bout de 3 mois de stage. Ça va marcher pour les employeurs publics, mais le privé n'aura pas les moyens de payer les stagiaires. Du coup, on aura des réponses négatives.



► **Charles**  
34 ans, enseignant (lycée  
Amiral-Lacaze)

Je suis venu manifester contre la suppression des postes en lycée professionnel, et contre la suppression de l'indexation des retraites. Je suis venu en famille, parce qu'eux aussi sont concernés.



► **Norman**  
19 ans, étudiant UNEF

On veut dénoncer la politique de casse sociale pratiquée par le gouvernement. Il y a une précarisation générale du travail et une baisse du pouvoir d'achat. On est solidaires face à une politique qui ne prend pas en compte l'individu, car notre futur est en jeu. Il y a moins de sécurité, moins d'éducation.



► La manifestation de Saint-Denis était menée par une centaine de lycéens.

## La Réunion plus gréviste que la métropole

Près de la moitié des professeurs réunionnais ont participé hier à la grève pour défendre le service public. Environ 4 000 personnes ont manifesté à Saint-Denis et Saint-Pierre. À noter la participation d'une centaine de lycéens, pour la première fois cette année devant la préfecture.

### ► FONCTION PUBLIQUE

Il n'a aucun engagement politique ni syndical. Mais du haut de ses 16 ans, Paul Brosard, élève en 1ère S au lycée Sarda-Garriga (Saint-André), a pris publiquement la parole hier devant la préfecture, en conclusion du défilé de Saint-Denis. "Si nous manifestons aujourd'hui, c'est pour ne pas avoir de classes surchargées. Avec peu de moyens, les professeurs n'ont pas assez de temps pour s'occuper de nous".

Pourtant, si le gouvernement supprime des postes d'enseignants, c'est pour alléger les impôts, ce qui plaît aux Français ? "Ne pas payer d'impôts pour avoir une jeunesse médiocre, mal instruite, ce n'est pas une bonne idée" rétorque l'adolescent. "Et puis, vous croyez vraiment que les impôts vont baisser ? Moi, je pense que seul l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune, réservé aux plus riches) baissera."

Le jeune homme argumente: "Que l'État fasse des économies, c'est compréhensible, par exemple avec la fusion de l'ANPE et des Assefic. D'ailleurs, moi j'ai une bonne idée à suggérer pour faire des économies: supprimer le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale." Le préfet appréciera la suggestion.

### LYCÉENS DE BELLEPIERRE ET FUTURS TRAVAILLEURS SOCIAUX

Pour la première fois cette année, des lycéens ont manifesté hier à Saint-Denis. Une petite centaine d'adolescents, venus de plusieurs établissements, dont le lycée Bellepierre, pas vraiment habitué à ce type de sortie. Derrière eux défilaient les étudiants de l'Institut régional de travail social, particulièrement inquiets pour leur formation et leurs stages (lire ci-contre), ainsi que les militants

de l'Unef (Union nationale des étudiants de France).

Ils étaient suivis par les adultes : beaucoup d'enseignants, mais aussi des agents des impôts, des douanes, de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques). En tout, environ 2 000 personnes, si l'on compte les lycéens

qui ont rejoint la manif après le cours de math, et les profs qui l'ont quittée avant la fin, pour retrouver les marmailles...

Au final, en comptant les manifestants de Saint-Pierre (lire par ailleurs), La Réunion aura mobilisé environ 4 000 personnes dans les rues. Quant au taux de participation à la grève, il flir-

tait avec les 50% dans le primaire, approchant les 45% en moyenne. Des chiffres nettement supérieurs aux moyennes nationales officielles ■

Reportages: Véronique Hummel, Armelle Hervieu, Laurence Gilbert, Frédéric Lai-Yu.



► Les lycéens de Bellepierre ne sont pas des habitués des manifs.

# Dans le Sud : traditionnel ou percutant ?



► Comme le 29 avril, à Saint-Pierre, les lycéens avaient embarqué leurs instruments de musique pour manifester en fanfare.

## ► REPÈRES

### ► Près de la moitié des profs en grève

La grève d'hier a été suivie par 44,58% du personnel de l'Éducation nationale, selon le rectorat de l'académie réunionnaise. Le taux le plus fort a été enregistré dans le primaire (50,31 %). Dans le secondaire, le taux est de 46,25 %. Il est de 32,98 % pour le personnel non enseignant (notamment en contrats précaires). Ces chiffres sont nettement supérieurs à la moyenne nationale (46,16% au primaire, 39,4% en collèges-lycées) si l'on se réfère aux chiffres du ministère.

### ► Forte participation aux impôts

Le taux de grève à la direction des services fiscaux de la Réunion était hier de 58%, pour un effectif de 480 agents. Selon le Syndicat national unifié des impôts (groupe Solidaires), deux centres étaient fermés : Saint-Paul et Saint-Pierre. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale, évaluée hier soir à 48%, chiffre élevé par rapport à l'habitude.

### ► En bref

Les autres taux de participation à la grève, communiqués hier par la préfecture, donnent les chiffres suivants: 36,78% au Trésor public (supérieur à l'habitude, avec un effectif de 300 agents) ; 25,61% aux douanes ; 64% à la direction de la concurrence et des fraudes (pour un effectif de 17 personnes) ; 15% à l'ANPE.

Hier, les lycéens du Sud ont fait encore mieux que le 29 avril. Rejoints dans les rues de Saint-Pierre par leurs professeurs, parents et quelques fonctionnaires, ils étaient entre 1 500 (selon les forces de l'ordre) et 3 000 (selon les organisateurs) à participer à cette nouvelle manifestation contre la réforme du système éducatif.

Une fois encore, les lycéens sont venus des Avirons ou de Saint-Joseph pour crier à tue-tête des slogans anti-Sarko.

À la différence de la première manifestation lycéenne du 29 avril, les jeunes n'étaient

hier pas seuls à battre le pavé. Plusieurs centaines de parents et de professeurs ont arpenté la ville en chantant avec leurs enfants et élèves. Neuf syndicats étaient cette fois représentés dans le Sud : UNSA, CFTC, CGTR, FO, SUD, FCPE, CFDT, SNES et SAIPER. Tous ont pris la parole à tour de rôle devant la mairie, avant le départ du cortège, peu avant 11 heures.

Le tracé de la manifestation est hier passé par le front de mer avant de rejoindre la sous-préfecture. Là, les manifestants n'ont pas été reçus comme ils l'avaient demandé. "C'est

un mépris des autorités", estimait hier l'un des représentants de l'Union nationale lycéenne, Stéphane Maillot.

À l'issue de la manifestation, lycéens et enseignants se sont rassemblés pour décider de la suite à donner au mouvement. "Il y aura une nouvelle action, c'est sûr. Mais, on ne sait pas encore si on fera dans le traditionnel ou dans le percutant", résumait hier Robin Naucelle, lycéen de Saint-Louis et représentant de l'UNL.

A.H.



► Il faut faire des économies? Mieux vaut supprimer le ministère de l'Identité nationale, plutôt que des postes d'enseignants, estiment les étudiants.

► Les futurs travailleurs sociaux demandent à être rémunérés pendant leurs stages.

## ► Réactions



► Laurent, 17 ans, lycéen (Leconte-de-Lisle)

Je suis là par solidarité, parce que ça nous concerne un peu tous. Il faut penser à ceux qui arrivent après. (Sur sa pancarte : "Suppression de postes, service minimum, éducation nationale : travailler plus pour fermer sa gueule.")



► Méliane, 53 ans, enseignante (lycée Louis-Payen)

Je ne suis pas d'accord avec les suppressions de postes. L'Éducation nationale se dirige vers la privatisation. On ne nous donne plus les moyens d'exercer notre métier. Ce qui devrait être mis en avant, c'est l'égalité et la fraternité. L'école publique ne va plus dans ce sens. On nous demande de travailler plus, mais le gagner plus, on ne le voit jamais.

## ils ont dit

► Au lycée polyvalent de Stella (Piton Saint-Leu), le personnel a suivi "massivement" la grève d'hier. Selon les organisateurs, le taux de participation est de 54% pour les enseignants, et de 98% pour les ATOS.

► Le Snés Réunion appelle les enseignants, les lycéens, les parents d'élèves à participer au pique-nique/débat pour la défense de l'école publique dimanche 18 mai à Saint-Paul sur le front de mer. Et rappelle la grève et les manifestations du jeudi 22 mai pour la défense des retraites.

► La FSU "salue tous ces jeunes qui ont compris que leur avenir était en jeu quand les conditions d'enseignement se dégradent (...), qu'on rogne sur les programmes, sur les horaires, sur les cursus (bac pro 3 ans) pour réaliser des économies."

► Le Sgpen-CGTR "ne souhaite pas s'arrêter là". Il note que "les personnels précaires (...) avec qui nous sommes en lutte depuis plus de 8 mois étaient également représentés."

► Le Snui-Réunion constate (dans les services fiscaux) "Un taux très élevé qui s'explique par le rejet d'une politique destructrice en terme d'emplois et surtout de service public."



► Emmanuelle, 15 ans, lycéenne (Jean-Hinglo)

Je suis là pour manifester contre la suppression des postes, et la réforme du ministre Darcos. On va être trop nombreux en cours. On est inquiets pour notre avenir, parce que la qualité de l'éducation baisse. Pour nous, la seule solution, c'est la manifestation.



► Thierry, 39 ans, enseignant (collège A.-Bouvet)

Il faut protéger le système public. Les valeurs d'égalité et de solidarité son en jeu. On assiste à la privatisation de tous les services publics. L'éducation et la santé vont peu à peu être privatisées, et il faudra payer pour obtenir un service qu'on a maintenant gratuitement. La solidarité n'existera plus.